Ugo BELLAGAMBA, *Les avocats à Marseille : praticiens du droit et acteurs politiques (XVIII^e-XIX^e siècle)*, Aix-en-Provence, PUAM, 2001, 578 p.

Hervé Leuwers

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/4862>

DOI : 10.4000/ahrf.4862

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2003

Pagination : 196-198

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Hervé Leuwers, « Ugo BELLAGAMBA, *Les avocats à Marseille : praticiens du droit et acteurs politiques (XVIII^e-XIX^e siècle)*, Aix-en-Provence, PUAM, 2001, 578 p. », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 331 | janvier-mars 2003, mis en ligne le 18 avril 2008, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/4862> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.4862>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

Ugo BELLAGAMBA, *Les avocats à Marseille : praticiens du droit et acteurs politiques (XVIII^e-XIX^e siècle)*, Aix-en-Provence, PUAM, 2001, 578 p.

Hervé Leuwers

- 1 Malgré le poids économique et démographique de Marseille, le barreau de cette ville apparaît d'une importance secondaire aux XVIII^e et XIX^e siècles ; c'est qu'il est d'abord le reflet du rôle judiciaire de la cité, qui abrite une modeste sénéchaussée à la fin de l'Ancien Régime et un tribunal de première instance au siècle suivant. Étudier un corps d'avocats de ce type n'est pas une entreprise facile, même si les sources existent ; en l'occurrence, l'ouvrage repose sur les fonds judiciaires des archives des Bouches-du-Rhône, les fonds administratifs de la ville de Marseille et les archives privées de l'Ordre des avocats, très riches pour le XIX^e siècle (délibérations, correspondance, consultations gratuites) et intéressantes pour le XVIII^e, puisque le dernier registre des délibérations (1758-1789) a été conservé.
- 2 Dans son livre, l'auteur entreprend une double lecture de l'histoire des avocats de Marseille : professionnelle et politique, individuelle et collective. L'avocat est d'abord envisagé comme un professionnel du droit et un acteur de la vie publique ; l'histoire des défenseurs est proposée sur le long terme et sans hiatus : la période révolutionnaire, en effet, n'est aucunement occultée car même si la « profession » - savante, organisée et structurée par des règles déontologiques - disparaît, les activités de conseil et de défense demeurent. Ugo Bellagamba inscrit le travail de l'avocat dans la vie de sa cité et, à partir de 1789, dans l'espace politique national. Cet engagement professionnel et public est à la fois envisagé sur les plans individuel et collectif, qui conduisent l'auteur à opposer « l'hétérogénéité de l'action politique » à des « enjeux professionnels qui tendent à l'homogénéité » du corps (pp. 28, 521). La démonstration est claire et bien menée ; renforcée par des comparaisons ponctuelles, souvent limitées aux barreaux d'Aix et de la capitale, elle s'inscrit, de fait, dans un ensemble de travaux

récents qui pour Limoges (P. Plas, 1997), Grenoble (V. Girard, 1996) ou Paris (D. A. Bell, 1994 ; L. Karpik, 1995), ont mis en évidence ces différentes figures de l'avocat.

- 3 À la fin de l'Ancien Régime, le barreau de la sénéchaussée de Marseille ne compte qu'une trentaine d'avocats actifs, organisés en un « ordre » ou « collège » placé sous l'autorité de deux « syndics » élus annuellement. Chargé de conseiller ou de défendre les plaideurs, voire de les concilier, l'avocat peut également exercer une double profession (avocat-notaire) ou assurer des fonctions de juge, notamment au tribunal de police de la ville. Comme dans de nombreuses communes de province, les avocats de Marseille participent à la gestion de la cité, en tant que consuls ou assesseurs ; l'auteur insiste sur l'importance de cette dernière charge qui, depuis le XV^e siècle, permettait à un avocat de défendre les intérêts de la ville (pp. 99-130) ; remplacé un temps par un « conseil de communauté » (1712-1766), l'assesseur retrouva son titre et ses compétences après de nombreuses réclamations du barreau qui voyait dans cette charge une marque de reconnaissance et d'estime publiques. Malgré une brève suspension (1770), la fonction, qui existait dans d'autres villes méridionales (Aix, Avignon), subsista jusqu'à la Révolution. L'engagement municipal mis à part, les membres du barreau de Marseille paraissent assez éloignés des combats politiques du XVII^e siècle ; les mémoires ou factums cités par l'auteur n'ont rien de subversif et l'abaissement des parlements par Maupeou ne suscita aucune protestation.
- 4 La situation change à la veille de la Révolution. Cette fois, le barreau se fait combatif ; en mai 1788, l'ordre proteste contre la réforme Lamoignon et en octobre se réjouit de la chute du ministre (pp. 80-81) ; en 1789, des avocats (Chery, Barbaroux) publient des brochures et participent à la rédaction des doléances, tandis que l'ordre produit son propre cahier. Est-ce le début d'un engagement politique massif des avocats de Marseille ? Probablement pas, car l'auteur concentre son regard sur les personnalités de Brémont-Julien et surtout de Barbaroux, qu'il présente comme les seules à jouer un rôle politique pendant la Révolution (p. 184) ; la prise en compte de la vie des clubs, ou l'étude des personnels des municipalités, des districts ou du département, auraient probablement permis de nuancer cette appréciation. Quoi qu'il en soit, la Révolution apparaît d'abord, aux yeux des avocats, comme une rupture professionnelle ; l'auteur revient précisément sur les étapes législatives de ce bouleversement et consacre d'intéressants développements à leur interprétation (pp. 204-227). À Marseille, l'ordre tient sa dernière séance en décembre 1789 et disparaît l'année suivante, en même temps que le titre même d'avocat. Seuls quelques membres du barreau vont continuer à fréquenter les audiences comme « défenseurs officieux ».
- 5 Le XIX^e siècle permet une « double reconquête », professionnelle et politique. La réorganisation progressive de l'avocature et de l'ordre, de 1804 à 1810, permet au barreau de Marseille de se reconstruire avec à sa tête, suite au décret impérial de décembre 1810, un « bâtonnier » et un « conseil de discipline ». Le statut d'avocat se fait plus exigeant et plus exclusif ; l'auteur étudie la définition progressive d'incompatibilités professionnelles, l'évolution de la déontologie, les tensions avec les avoués provoquées par la recherche d'un monopole de la plaidoirie, les combats de l'ordre pour son autonomie disciplinaire et pour l'indépendance professionnelle. Parallèlement, il montre que l'engagement politique des avocats de Marseille s'affirme au niveau municipal et national ; ses analyses se concentrent autour de temps forts (1830, 1848, 1870) ou de quelques affaires (Legre, Bédarrides), et négligent quelque peu la période 1800-1830 ; elles permettent néanmoins de confirmer l'importance reconnue

aux avocats comme acteurs politiques collectifs (1815, 1848) et surtout individuels, U. Bellagamba insistant sur la diversité de leurs parcours et de leurs choix.

- 6 Cette belle monographie, issue d'une thèse d'histoire du droit récompensée par le prix Jean Bodin 2001 de la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille, démontre une nouvelle fois la diversité des barreaux d'Ancien Régime et leur uniformisation tardive, provoquée par la rupture révolutionnaire et la législation consulaire et impériale. Les relations ponctuelles entretenues par le barreau de Marseille avec celui de Paris, souvent par l'intermédiaire des avocats d'Aix, montrent aussi le rôle de modèle que joua l'Ordre de la capitale, tant au XVIII^e siècle qu'au siècle suivant, lorsque se construisait la définition de la profession, de sa déontologie, de ses droits et de sa « dignité ».